

EVALUATION DE LA SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN ALGERER

TALAMALI LAID

Dans un monde secoué par de profonds bouleversements et en pleine mutation, L'Algérie vit un ensemble de réformes économiques globales - selon un rythme plutôt lent – dont l'objectif final demeure un changement du mode de régulation et de management de l'économie nationale.

Ainsi des changements sont engagés par les pouvoirs publics de façon prudente certes et se traduisent au plan micro économique par une plus grande souplesse des décisions de gestion reconnues aux opérateurs économiques et une forme de réhabilitation des instruments de management.

Pour ce qui est du secteur de l'agriculture, il faut rappeler que les pouvoirs publics ont de tout temps considéré l'alimentation comme une donnée de base essentielle des politiques sociales et économiques mises en place. Ainsi le rôle nourricier de l'Etat a-t-il suscité une politique restée constante dans les objectifs avec quelques aménagements à partir des années 1996. Il faut relever que le secteur de l'agriculture a été, de tout temps, confronté à une stratégie souvent politicienne en marge du développement réel de son espace économique. C'est en tirant la leçon de la politisation du secteur à travers ses performances variables qu'est née l'idée d'une reconfiguration du système agricole devant amener un élan certain de productivité. Malheureusement tous les

plans nationaux de développement annoncés en grande pompe ont surtout tenté de justifier les sommes colossales « ingurgitées » par la filière informelle source de déviation des politiques mises en place. Nous pensons que jusqu'à présent le secteur agricole est au cœur des préoccupations des pouvoirs publics non pas par rapport à sa capacité de drainer et d'insuffler la croissance mais surtout en tant que vecteur de stabilité politique et sociale.

L'agriculture algérienne reste confrontée à un certain nombre de défis majeurs, mais qui au demeurant restent des objectifs à intégrer dans une stratégie claire, visible et devant recentrer le rôle des différents acteurs de la filière à l'heure de la mondialisation.

Le thème que nous nous proposons d'aborder se scindera en trois parties :

- La première partie traitera de l'évolution des agrégats sectoriels.
- La seconde partie mettra en lumière les politiques mises en œuvre dans le secteur de l'agriculture.
- Enfin nous tenterons de présenter un ensemble de recommandations.

I – EVALUATION DES AGREGATS SECTORIELS

1.1 par rapport à la balance agricole

Le déficit de la balance du commerce extérieur agricole met en évidence la faiblesse voire l'absence des politiques quant à la dynamique à apporter dans ce domaine. Si les valeurs à l'importation tendent à connaître une évolution exponentielle compte tenu du niveau des prix mondiaux en réponse entre autres à la crise pétrolière, il n'en demeure pas moins que les exportations agricoles

traduisent les limites des mécanismes mis en place car on assiste à une régression en prix constants des quantités exportées. Ainsi grâce à la libéralisation du commerce extérieur pour les produits alimentaires conjuguée à celle de leurs structures de prix, on assiste durant un certain temps à une relative réduction du niveau de consommation notamment pour :

- Les céréales, les légumes secs ainsi que les produits dérivés ;
- Les huiles alimentaires ;
- Les sucres et les produits sucrés ;
- Le café, les épices et le thé.

1.2 par rapport aux superficies :

En ce qui concerne la superficie agricole totale, elle est passée de 40 millions d'hectares en 1990 à 40,9 millions d'hectares en 2004 réalisés en grande partie grâce à l'augmentation des parcours et des pacages. Les surfaces consacrées aux cultures occupent en moyenne 40% de la S.A.U. en notant que sa variation est étroitement corrélée à la variation des surfaces céréalières. Ainsi les cultures céréalières occupent-elles la première place avec près de 74% suivies des fourrages avec 14%, les cultures maraîchères 9%, les légumes secs 2% et les cultures industrielles 0.9%.

Pour ce qui est des plantations fruitières, elles représentent en gros près de 5,5% de la S.A.U. dont plus de la moitié est consacrée à l'olivier et les autres espèces à noyaux et à pépins. Les vignobles quant à eux regroupent les vignes à vin pour 49% et à raisin de table pour 48% ; les vignes à raisin de séchage pour 0,1% et les pépinières pour le reste.

1.3 par rapport aux surfaces irriguées

Fort est de constater une absence de cohérence dans la mesure où l'eau devrait se manager dans le cadre d'une hypothèse de ressource limitée. Le cas du sud est édifiant à bien des égards. Certaines régions ont multiplié la production de céréales notamment, en recourant à l'arrosage par jets d'eau. La méthode n'est guère appropriée au climat désertique puisque l'évaporation est rapide. La pluviométrie de 50mm par an ne permet pas aux nappes phréatiques de se régénérer. La formule ancienne qui faisait jadis la joie et le bonheur des oasis était les foggaras. Cette technique vieille de près de 3000 ans a été abandonnée au profit des puits profonds.

Sur les 15 milliards de m³ qui tombent en moyenne par année seulement 50% sont mobilisables. L'érosion contribue à l'envasement des barrages car leurs bassins versants sont peu à peu déboisés. Les eaux souterraines fournissent quant à elles 1,6 milliards de m³. Dans un de ces rapports, la banque mondiale note que « dans certains cas les politiques d'autosuffisance aboutissent à l'utilisation d'une terre irriguée dont la valeur est précieuse pour des cultures dont la valeur économique est faible ».

1.4 par rapport au niveau de production

1.4.1 Les céréales, les fourrages et les légumes secs

La production céréalière est caractérisée d'abord par des fluctuations importantes corrélées aux précipitations pluviométriques. Le rendement moyen reste en deçà des attentes espérées culminant dans une année inespérée (2003) à 13,50 QX/Ha. Il ne faudrait pas oublier un point qui reste en suspens dans la production céréalière et qui est rarement cité dans les statistiques agricoles, c'est celui de

la perte aux champs ; elle s'inscrit comme une contrainte car le machinisme agricole est une filière totalement indépendante de la décision de l'administration agricole. De tout temps la perte aux champs a été évaluée à près du tiers de la production c'est dire l'importance de la maîtrise du processus technologique. Les cultures fourragères quant à elles suivent la même logique que celles des céréales. Pour ce qui est des légumes secs, seuls les fèves et les pois chiches intéressent les agriculteurs en raison certainement d'un mode traditionnel de production et de distribution. L'analyse des rendements de cette filière met en avant le manque flagrant de mécanisation ce qui la place dans un mode vivrier presque en dehors de la consommation sociale.

1.4.2 Les cultures maraîchères et industrielles

Elles se caractérisent par une forte consommation en eau et en engrais et demandent une technicité accrue pour permettre une élévation continue de la productivité. Les exportations sont en fait des opérations exceptionnelles. La question « bio » n'est pas encore d'actualité chez nous, mais elle se posera forcément et force est de souligner le manque d'encadrement tant au plan de la ressource humaine (formation adéquate) et technologique (laboratoire). Confrontées à un marché mal structuré, à la méconnaissance de la véritable demande en semences et produits de consommation les cultures maraîchères se trouvent aujourd'hui dans une situation de crise. Parmi les difficultés criardes, on notera :

- Des excédents périssables que le marché national ne peut absorber et que le marché international n'accepte pas en raison de l'inexistence de stratégie marketing agricole ;

- Une absence de stratégie semencière ;
- Une inexistence de mécanismes de soutien direct et de régulation.

Les réserves de productivité que recèle cette culture permettent d'envisager sereinement l'exploitation de nouveaux créneaux comme la transformation industrielle. Les cultures dites industrielles quant à elles concernent surtout les tomates industrielles, les tabacs et les arachides. Les évolutions constatées dans cette filière sont plus le fruit des efforts des agriculteurs intéressés par des gains substantiels à tirer que d'une politique de la filière animée par l'administration agricole.

1.4.3 L'arboriculture fruitière, les agrumes et la viticulture

La production arboricole s'est développée de façon fulgurante en raison certainement de la valeur ajoutée qui la caractérise. Les techniques de marketing et de design sont absentes dans ce paysage pourtant créateur de richesse à l'exportation puisque nos produits sont « bio » pour la plupart. La production d'agrumes a également presque doublé par rapport à la dernière décade. Pour ce qui est du vin produit, largement désigné comme étant à forte valeur ajoutée, les informations font état de difficultés de stabilisation voire de maintien du potentiel en raison de conditions techniques et technologiques.

1.4.4 L'oléiculture et la phoeniciculture

L'olivier reste l'arbre qui s'inscrit parfaitement dans le cadre du programme d'adaptation des systèmes de production et de développement des zones de montagne. On constate que la production d'olives durant l'année 2004 a atteint un niveau record et des rendements à deux

chiffres compte tenu de l'intérêt sanitaire suscité par le consommateur. Voilà un créneau porteur pour l'huile d'olive tant au plan national qu'à l'international.

Pour ce qui est de la filière phoenicicole, son importance dans le sud du pays n'est plus à démontrer car elle est la condition de la stabilité économique et sociale des populations rurales du grand sud. La production des dattes toutes variétés confondues est actuellement estimée 450.000 TM. Elle a presque doublé en près d'une décennie. Les exportations par contre sont en deçà des potentialités avec un niveau moyen de 4%.

II. EVALUATION DES POLITIQUES AGRICOLES

Les politiques agricoles mises en œuvre se sont de tout temps heurtées aux contradictions de base qui minaient le secteur tant que la mission de service public n'arrivait pas à inscrire ses actions dans le socle d'une économie ouverte et libérale.

2.1 Les grands travaux

1/ Entre 1997 et 2000 : trois types de grands travaux ont été répertoriés :

- Les grands travaux d'aménagement de 11 périmètres de bassin versant de barrages situés dans treize wilayas.
- Le projet d'aménagement des sous bassins versants de l'oued Mellègue cofinancé par la FIDA.
- Le projet emploi rural cofinancé par la BIRD qui concerne six périmètres d'intervention situés dans quatre wilayas.

De ces programmes, certains sont achevés tel que celui de l'emploi rural.

2/ La mise en valeur par le biais des concessions

Le programme porte sur 667 projets pour une superficie de 691 357 Ha pour un montant global de 67 milliards de DA dont 74% représentent la part de l'Etat. Le nombre de concessionnaires prévus est de 41.376 et le nombre d'emplois générés par les travaux de mise en valeur est de 171.572.

Les réalisations du programme de mise en valeur par le biais de la concession sont diverses selon les régions et on constate que si certaines actions ont pu être menées à leur terme, d'autres en revanche n'ont pas pu démarrer pour des tas de raisons. A fin 2004 le taux de réalisation se situait à près de 57%.

3/ Le plan national de développement agricole et rural

Trois axes stratégiques sont définis :

- Le développement des filières.
- La mise à niveau des exploitations agricoles.
- La valorisation des productions agricoles.

Il faut en outre souligner une évolution substantielle des financements consentis qui passe pour mémoire de 9,4 milliards de DA en 2000 à 40 milliards de DA en 2004.

On aura remarqué qu'en fait ce sont les petites exploitations qui sont, le plus, demanderesse de subventions et on peut en déduire que certaines d'entre elles demeureront difficilement viables. Les grandes exploitations à priori plus viables font peu appel aux subventions ou ne sont pas retenues comme étant éligibles.

Pour ce qui est du soutien à l'application de l'itinéraire technique il aurait touché quelque trois millions d'Ha dont deux pour les cultures céréalières pour une dépense

globale de 72 milliards de DA ce qui porte la dépense moyenne à l'hectare à 24.000 DA. Si les productions céréalières se sont accrues il est très difficile d'apprécier la part de la subvention et celle de la pluviométrie.

En conclusion on peut noter que si le PNDRA se propose d'investir plusieurs dimensions du développement dans le cadre d'approches multisectorielles, les relations industrie - agriculture – commerce demeurent faibles dans la dimension de ce plan. Le mode de financement, son organisation actuelle mettent en évidence les limites du management du service public fortement bureaucratisé et centralisé en dehors des effets pervers de la mondialisation.

4/ Les projets de proximité du développement rural

Les outils mis en place dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie se résument ainsi :

- Les projets de proximité et leur facilitation ;
- Les mécanismes de concertation et de décision ;
- Les modalités de financement ;
- Les outils de programmation et d'aménagement des territoires ruraux ;
- Les systèmes de suivi de référence et d'aide à la décision ;
- Les dispositifs législatifs et réglementaires.

En termes d'impact on peut retenir trois aspects :

- En ce qui concerne la ressource en eau mobilisée, il ne s'agit que de 79 forages ;
- Si on considère que les mises en valeur sont des gains de surface, ce serait 98.0000 Ha gagnés ;
- Près de 190.000 ménages ruraux ont été touchés par les projets de proximité rurale. Ce qui ramène

le ratio à près de 10% de cette frange de la population rurale.

5/ La lutte contre la désertification et la mise en valeur du sud

Le bilan des actions conduites par le HCDS sur les wilayas agropastorales au nombre de 18 met en lumière les limites de son domaine d'intervention. Jusqu'à 2000, il n'a évolué que sur les huit wilayas steppiques et les cinq mixtes et n'a pu consolider son action qu'après 2000 sur les zones dites agropastorales dont certaines ne comprennent que quelques communes.

III CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS :

La conclusion qui suit découle principalement et logiquement du constat établi et devrait traduire de notre point de vue les missions de ce secteur qui est chargé en définitive de faire face aux défis de la mondialisation c'est-à-dire la capacité à conjuguer le développement nourricier et l'inscrire dans un espace créateur de richesses.

- En matière d'organisation et de statistiques

L'économie de marché suppose le renforcement des compétences de l'administration tant en amont de l'acte économique qu'en aval du processus commercial. Les recensements effectués (juin 2003) traduisent la faiblesse de l'information statistique et devient un handicap dans une économie libérale où la prévision reste l'élément moteur de la dynamique économique. La mise en place d'un centre spécialisé ou d'un observatoire de l'agriculture et de la vie rurale nous paraît être une idée intéressante à creuser.

- En matière de formation et de vulgarisation

La question de la formation se pose essentiellement à deux niveaux :

- Le premier est qualitatif et relève du diagnostic mettant en lumière les types de formation à inscrire dans le cadre d'une vision stratégique du secteur (exemple le marketing agricole).
- Le second niveau à contrario du premier est de type sanitaire et va explorer les instruments de formation pour lesquels le pays connaît des retards (exemple formation qualifiante sur la question des OGM).

La vulgarisation quant à elle est une particularité de la formation agricole en ce sens qu'elle est en fait spécifique à chaque agriculteur. Elle devrait de notre point de vue être diluée dans les structures décentralisées du secteur.

- En matière d'instruments de régulation et des filière

L'actuelle disposition réglementaire qui régit la filière agricole ne donne guère la dimension que lui confère la situation présente caractérisée par une libéralisation tant du système productif, du système de distribution que celui du commerce extérieur. En libéralisant les vecteurs de l'économie et en centralisant le processus décisionnel, on arrive très vite à une contradiction de base qui fait le lit du désordre économique

- En matière de professionnalisme

Les mouvements associatifs sont à l'origine du développement de la filière agricole. Ceci a été prouvé dans le monde. Le rôle de l'administration se limite à l'animation et à l'encadrement technique et financier de la filière. La seule condition qui est posée est celle de la représentativité des hommes qui composeront cette

association. Il est clair que plus les intérêts de la profession sont défendus dans la transparence et sans parti pris, plus le mouvement associatif sera crédible et deviendra une force de négociation incontournable.

- En matière de politique de financement

L'administration agricole n'arrive pas à se départager de sa fonction de puissance publique et donc dépositaire de la réglementation et des conséquences de son rôle d'arbitre dans les aspects techniques des projets et le montage financier. Les méthodes mises en place actuellement font du secteur le juge et le parti pris du financement. Elles devraient obéir de notre point de vue beaucoup plus à une démarche économique qu'administrative.

Ainsi la sécurité alimentaire se traduit en « dents de scie ». Les politiques courageuses qui ont apparu ces dernières décennies doivent aller plus de l'avant car il n'existe pas au monde une agriculture qui n'émarge pas au budget de l'Etat.

« Une politique agricole réussie est celle qui arrive à concilier les intérêts des agriculteurs, du consommateur et ceux de la collectivité nationale. Cet équilibre est précaire. Il nécessitera une concertation permanente » (CNES Juillet 2001)